

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

D 350 EQUATEUR: REBONDISSEMENT DE L'AFFAIRE DE RIOBAMBA

Le 7 décembre 1976 (et non le 6, comme il a été indiqué par erreur dans DIAL D 346), le ministre équatorien de l'Intérieur accusait publiquement un groupe de vingt-huit personnes arrêtées à Quito les jours précédents, sous l'accusation d'atteinte à la sûreté de l'Etat, d'être en lien avec le groupe des dix-sept évêques arrêtés en août précédent à Riobamba (cf. DIAL D 346).

L'évêque de Riobamba, organisateur de la rencontre du mois d'août, vient de protester vigoureusement contre cette nouvelle accusation. L'affaire de Riobamba (cf. DIAL D 326) continue à travers une campagne dirigée contre Mgr Proaño.

(Note DIAL)

1- PREMIERE DECLARATION DE MGR PROAÑO (9 décembre 1976)

AU PEUPLE EQUATORIEN

Suite aux graves accusations lancées publiquement par le ministre équatorien de l'Intérieur, j'ai ceci à dire au peuple d'Equateur:

1) La réunion des évêques qui se tenait au Foyer Santa-Cruz depuis le 9 août avait un but essentiellement pastoral. Trois documents de travail y avaient été distribués. Deux d'entre eux présentaient la réalité de la situation du peuple équatorien. Le troisième, après une brève description de la réalité du peuple du Chimborazo, présentait l'expérience pastorale de Riobamba.

2) Après que cette réunion eut été interrompue par la police, le sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur a affirmé que la réunion des évêques était "politique" et "subversive".

Pour fonder ses affirmations, il a fait état de passages choisis dans les documents, mais retirés de leur contexte; il a présenté un texte qui ne faisait pas partie des documents de travail de la réunion; et, en échange, il a omis de présenter le troisième document de travail concernant l'expérience pastorale de Riobamba. Dans ce document, il était écrit: "L'Eglise ne cherche pas à prendre le pouvoir. Elle ne peut se réduire à aucun parti politique".

Le cardinal Pablo Muñoz Vega a qualifié de "fausse manière de voir" l'accusation du sous-secrétaire d'Etat. L'opinion publique nationale et internationale s'est ouvertement prononcée contre les mesures violentes prises par le gouvernement et elle a clairement perçu qu'il s'agissait d'un habile montage de documents destiné à justifier les graves événements qui s'étaient produits.

3) Cela n'a pas empêché le ministre de l'Intérieur de lancer de nouveau en public des accusations graves et diffamatoires contre la réunion des évêques du 9 août et contre son organisateur, le diocèse de Riobamba.

Le 27 novembre dernier, la police est intervenue dans une réunion qui venait de commencer à la Maison de retraites "El Inca" de Quito pour jeter en prison et maintenir au secret la plupart de ses participants.

Pour expliquer les raisons de la mesure prise à l'encontre de 28 citoyens équatoriens réunis à El Inca, le ministre de l'Intérieur accuse aussitôt le diocèse de Riobamba en établissant faussement des liens entre l'une et l'autre réunion. Il attribue à la réunion tenue au Foyer Santa-Cruz de Riobamba un but qu'elle n'avait pas. Il a textuellement déclaré que "la réunion organisée le 12 août 1976 au Foyer Santa-Cruz, dans la ville de Riobamba" avait pour objectif "l'endoctrinement des paysans, des ouvriers, des étudiants et du plus grand nombre possible de citoyens; l'incitation à la grève générale, en révolte ouverte contre le gouvernement; et cela, en vue de la prise du pouvoir et de sa remise entre les mains de gens qu'ils ne connaissent même pas."

Grâce à cette affirmation préliminaire, fausse et diffamatoire, il s'emploie à démontrer qu'il existe "des liens étroits" entre le groupe de citoyens équatoriens réunis à El Inca le 27 novembre, et celui qui s'était réuni à Santa-Cruz le 9 août.

4) Je ne connais que très peu de personnes parmi les participants de la réunion de El Inca. Celles que je connais sont des amis. Ceux-ci et des milliers d'autres qui ont participé aux réunions organisées au Foyer Santa-Cruz, peuvent témoigner qu'à chaque occasion j'ai précisé et affirmé l'indépendance de l'Eglise et mon indépendance vis-à-vis de la politique des partis.

Il est absolument faux de dire que la réunion de Santa-Cruz était destinée à inciter les paysans, les ouvriers et les étudiants à la grève générale en vue de la prise du pouvoir. Il est absolument faux qu'il y ait des liens étroits entre l'un et l'autre groupe.

5) Je proteste énergiquement contre ces accusations fausses et diffamatoires, lancées avec une mauvaise foi probable contre l'Eglise qui est à Riobamba.

Je dénonce l'intention malveillante de porter atteinte au travail pastoral qui est réalisé dans le diocèse de Riobamba et qui consiste à proclamer la Bonne nouvelle du salut aux pauvres et la libération des opprimés (Luc 4, 10-19).

Je déclare une fois encore que nous nous tenons à l'écart de tout engagement dans les idéologies, les partis ou les mouvements spécifiquement politiques.

Nous voulons suivre les orientations du pape dans l'accomplissement de notre mission d'évangélisation: "L'homme à évangéliser n'est pas un être abstrait, mais il est sujet aux questions sociales et économiques"... "Il est impossible d'accepter que l'oeuvre d'évangélisation puisse ou doive négliger les questions extrêmement graves, tellement agitées aujourd'hui, concernant la justice, la libération, le développement et la paix du monde" (Evangelii Nuntiandi, 31).

Je demande que les personnes arrêtées à El Inca et détenues au Pénitencier Garcia Moreno soient traitées conformément aux principes des droits de l'homme universellement reconnus.

J'invite mes collaborateurs et les communautés de base à réfléchir sur le fait que les puissants de ce monde nous haïssent et nous persécutent.

tent parce que nous nous sommes appliqués à notre mission d'évangélisation et d'éducation du peuple; et à faire nôtre cette joie intime et profonde que le Christ a annoncée à ceux qui le suivent: "Heureux êtes-vous si l'on vous insulte, si l'on vous persécute et si l'on vous calomnie de toutes manières à cause de moi." (Matthieu 5,11).

Riobamba, le 9 décembre 1976
Leonidas E. Proaño
évêque de Riobamba

2- DEUXIEME DECLARATION (17 décembre 1976)

DENONCIATION

Dimanche dernier, alors que je dialoguais avec le peuple sur la Parole de Dieu au cours de la messe que je célèbre chaque dimanche à la chapelle de la cathédrale, à 7 h du soir, un homme a pris la parole et a déclaré: "J'ai appris par un ami que vous étiez recherché par la police et que les routes sont étroitement surveillées pour vous empêcher de sortir de Riobamba. D'après mon informateur, la surveillance de la police est due au fait que vous auriez l'intention d'aller à Santo Domingo de los Colorados pour y prendre la tête de nouvelles occupations de terres."

Un certain nombre d'autres personnes, avant et après ce dimanche-là, m'ont dit la même chose. Il s'agit de personnes dignes de foi. J'ai même su que des patrouilles de police avaient arrêté des voitures pour vérifier effectivement si j'y étais.

J'ai l'habitude d'être victime d'accusations calomnieuses en tous genres. Mais devant cette nouvelle accusation fausse et diffamatoire, je m'estime en droit d'élever la voix pour dénoncer non seulement la diffamation, mais aussi cette sorte d'assignation à résidence qu'on veut m'imposer.

J'en appelle au témoignage des communautés chrétiennes du diocèse de Riobamba et je les invite à dire si le travail que je fais, conjointement avec mes collaborateurs qui font partie des équipes pastorales, est en accord avec l'Évangile et avec les enseignements de l'Église, ou si je me livre à une entreprise de division dans un but politique.

Parmi les personnes arrêtées le 27 novembre à la Maison de retraites El Inca, se trouvaient Mme Paquita Arízaga et Melle Mercedes Román. Le gouvernement a remis en liberté toutes les femmes arrêtées à cette date, sauf les deux mentionnées ci-dessus. Quel est leur crime? D'après les déclarations du ministre de l'Intérieur du 7 décembre, ces deux femmes avaient été en rapport avec les évêques qui s'étaient réunis le 9 août dernier à la Maison Santa-Cruz de Riobamba. Effectivement, Mme Paquita Arízaga était chargée d'accueillir les évêques qui arrivaient en Equateur par l'aéroport de Guayaquil. Est-ce là son crime? Et Melle Mercedes Román se trouvait avec nous pour répondre aux besoins des participants de la rencontre. Est-ce là son crime?

Si la réunion des évêques à Santa-Cruz n'avait aucun caractère politique et encore moins subversif, ainsi que le gouvernement a inutilement essayé de le prouver, que signifient toutes ces mesures et toutes ces attitudes?

Riobamba, le 17 décembre 1976
Leonidas E. Proaño
évêque de Riobamba

3- TROISIEME DECLARATION (26 décembre 1976)

LA PAROLE DE L'EVEQUE DE RIOBAMBA

Je n'ai pas parlé de séquestration, mais d'une sorte d'assignation à résidence - Je n'ai pas été ces temps derniers à Santo Domingo de los Colorados - Les affirmations du général Villamarín sont entièrement fausses

A la date du 17 décembre dernier, j'ai fait une dénonciation sur la base d'informations données par des personnes dignes de foi.

Grâce aux données concordantes de ces personnes, j'ai appris que la police me surveillait étroitement, y compris sur les routes, afin de m'empêcher de faire un voyage imaginaire à Santo Domingo de los Colorados pour y prendre la tête de nouvelles occupations de terres.

J'ai alors déclaré, et cela est écrit, que "devant cette nouvelle accusation fausse et diffamatoire, je m'estime en droit d'élever la voix pour dénoncer non seulement la diffamation, mais également cette sorte d'assignation à résidence qu'on veut m'imposer."

En possession de ma dénonciation, le général Villamarín, commandant la Police nationale, a fait des déclarations qui ont été reproduites dans la presse et diffusées à la radio et à la télévision. Il a déclaré que je n'étais pas séquestré à Riobamba. Pour preuve, il a expliqué que, conformément aux informations données par les moyens de communication, je m'étais rendu dans toutes les villes du pays. Que j'avais été à Santo Domingo de los Colorados. Que j'y avais célébré une messe à 5 h 30 de l'après-midi (d'un jour qu'il ne précise pas). Qu'ensuite, j'avais participé à une manifestation avec deux cents paroissiens... C'est une abondance admirable de détails.

Je n'arrive pas à comprendre comment le général Villamarín a pu lancer en public de telles affirmations. Je suis également dans l'impossibilité de les qualifier.

1) La vérité est que je ne suis pas allé récemment à Santo Domingo de los Colorados et que je n'y ai donc pas célébré de messe ni participé à quelque manifestation que ce soit.

2) La vérité est que ma tâche pastorale ne comporte nullement l'organisation d'occupations de terres.

3) La vérité est que ma dénonciation se basait, comme je l'ai déjà dit, sur les informations de personnes dignes de foi.

4) La vérité est que, dans ma dénonciation, je n'ai pas parlé de séquestration, mais d'une sorte d'assignation à résidence.

5) La vérité est que, mis à part mon passage à Quito à l'occasion de l'assemblée de la Conférence épiscopale équatorienne à Betania, du 15 au 18 novembre, je ne suis allé dans aucune autre ville du pays durant les derniers mois.

Les affirmations du général Villamarín sont entièrement fausses. Comment ont-elles pu être lancées? Comment expliquer cette suite de mensonges? Ceux qui se trouvaient avec moi ces jours-là m'ont demandé si je n'avais pas un sosie, ou si Dieu ne m'avait pas gratifié du don d'ubiquité... Est-ce qu'il existerait des gens qui fabulent afin de tromper la police, y compris ses responsables les plus haut placés? Ou est-ce de propos délibéré que des macinations sont ourdies contre moi pour me déconsidérer en me présentant devant le peuple équatorien sous un jour entièrement défavorable?

Je suis sûr de n'avoir aucun sosie. Il est invraisemblable que Dieu m'accorde le don d'ubiquité. C'est donc une atteinte grave à la morale quand des mensonges sont lancés aussi cyniquement, soit qu'on prétende tromper la police, soit que la police se laisse abuser d'une façon par trop ingénue, soit que la police elle-même ait l'intention délibérée de tromper le peuple pour porter préjudice au travail pastoral qui est, grâce à mes collaborateurs, en cours de réalisation dans le diocèse de Riobamba.

Riobamba, le 26 décembre 1976
Leonidas E. Proaño
évêque de Riobamba

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 150 F - Etranger 175 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris
Commission paritaire de presse: n° 56249